

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 20 juin 2024

DATE DE PUBLICATION : 28 juin 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept juin , à 20 h 30, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY - M. BARAY – Mme MANAÏ-AHMADI - Mme SOW — Mme CAYOUX - M. JOLIVET – Mme HENRY- M. OREN – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. TAVARES – Mme TORRES - M. TOUANE – M. FAURE - Mme PERIERS - M. GUEDJ - Mme DURAND - M. BALABAN -

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme PHESOR à Mme HEUGUES
- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme BAYRAM à M. BARAY
- Mme LAMA à M. BALABAN
- Mme LOISEAU à Mme SOW
- Mme PRIEUX à M. JOLIVET

ABSENTS :

- M. CHRISTODOULOU

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme TORRES

OBJET :
Bilan des cessions-echanges et acquisitions 2023

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20240702-DEL_2024_0608-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/07/2024

OBJET : :
Bilan des cessions-echanges et acquisitions 2023

Directeur de secteur : Séverine MONTEILLER

Service : Développement Urbain

Affaire suivie par : Séverine MONTEILLER

M. Öztürk : Conformément à l'article 11 de la loi du 8 février 1995, le Conseil municipal doit être informé de l'ensemble des cessions, acquisitions et échanges fonciers réalisés par la ville, soit directement par son mandataire.

Un bilan et un rapport doivent être joints au compte administratif de l'exercice budgétaire concerné.

(Voir fichiers joints en annexes)

Cette délibération ne donne pas lieu à un vote

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT

